

Bujumbura à l'envoyé spécial de l'ONU : "il y a une ligne rouge à ne pas franchir"

RFI, le 29 juin 2017 Burundi : l'envoyé spécial de l'ONU Michel Kafando rencontre le président Nkurunziza. Michel Kafando multiplie les contacts à Bujumbura. Le tout nouvel envoyé spécial de l'ONU au Burundi est arrivé mardi soir dernier pour une première visite dans le pays. Après le chef de la diplomatie, mercredi, il a eu un tête-à-tête d'une heure avec le président Pierre Nkurunziza ce jeudi matin. L'envoyé spécial de l'ONU s'est adressé à la presse, en fin de matinée, sortie de sa rencontre avec le président Nkurunziza à Bujumbura.

Il dit avoir expliqué au chef de l'Etat burundais pourquoi il a accepté sa mission, c'est-à-dire «aider à trouver une solution aux problèmes» que connaît le Burundi. Et il ne s'en cache pas, Michel Kafando est conscient qu'il s'agit d'une mission périlleuse qui a coûté leur poste à plusieurs de ses prédécesseurs. «Je ne dis pas que moi, j'ai une baguette magique», a-t-il lancé, en promettant de mettre sa «modeste» expérience de diplomate et d'ancien président de la transition au Burkina Faso au service de la paix au Burundi. Il a également assuré de sa volonté d'agir «en accord et en harmonie avec le Burundi». Une ligne rouge Mais le pouvoir burundais lui a rappelé qu'il y a une ligne rouge à ne pas franchir. Le porte-parole de Nkurunziza, qui l'accompagnait à sa sortie du bureau présidentiel, s'est adressé à la presse également pour dire tout le bien que le pouvoir burundais pensait du nouvel envoyé spécial. «Le gouvernement a foi en lui, au regard de ce qu'il a vécu», a assuré Claude Karerwa Ndenzako, qui a ajouté que le gouvernement espérait de lui qu'il fera mieux que ses prédécesseurs. Et il a fixé tout de suite la ligne rouge à ne pas franchir en expliquant les raisons qui avaient poussé à les déclarer non grata, notamment parce qu'ils avaient voulu associer au dialogue de sortie de crise au Burundi l'opposition en exil, que le pouvoir accuse d'être derrière les violences dans ce pays. Mais aussi à cause «de rapports calomnieux», selon le porte-parole présidentiel. Une allusion très claire aux rapports de l'ONU qui accusent le régime burundais d'être responsable de graves violations des droits de l'homme. Kafando a été nommé justement pour convaincre Bujumbura de changer d'avis sur ces deux points.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});